

Moniteur du Commerce International depuis 1883





Acteur clé de la logistique spécialisée  
en Afrique



COMMISSION DE TRANSPORT



TERMINAUX PORTUAIRES



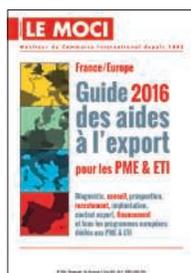
LOGISTIQUE PÉTROLIÈRE  
ET MINIÈRE



ATS - DISTRIBUTION  
D'ÉQUIPEMENTS

40 pays - 5 continents - 6 000 collaborateurs

[www.necotrans.com](http://www.necotrans.com)



## Guide des aides à l'export France/Europe pour les PME & ETI Édition 2016

Entièrement mis à jour, notre *Guide des aides à l'Export 2016 France/Europe* paru le 19 mai fournit aux entreprises toutes les clés pour comprendre les évolutions des dispositifs publics d'aides à l'export et solliciter les aides dont elles peuvent avoir besoin pour leurs projets à l'international.

La première partie de ce guide, entièrement actualisée à fin avril 2016, est consacrée aux aides en France : transfert des garanties publiques de Coface à Bpifrance, assouplissement des règles de part française, clarification des missions de Business France et Sopexa dans l'agroalimentaire, premiers parcours uniques de l'export à l'étranger, nouvelles données régionales... Les changements marquants pour les politiques publiques d'aides à l'export auront encore été nombreux en 2015 et 2016, notamment pour les PME et ETI.

La deuxième partie de ce guide est consacrée aux aides en Europe : elle donne les clés pour soumettre un projet à l'un des nombreux programmes de financement proposés par la Commission européenne, démarche qui s'apparente souvent à un véritable parcours du combattant, surtout pour les PME. Mais le jeu en vaut la chandelle dans la mesure où l'UE cofinance généralement 50 % du coût des projets et, dans certains cas, 75 %. Ce guide vous donne le fil d'Ariane 2016-2017 pour s'y retrouver dans le labyrinthe des aides européennes.



## Guide de la gestion du risque client à l'international - Édition 2016

Pour continuer à saisir des marchés à l'export sans risquer d'impayés, on ne recommandera jamais assez les méthodes et outils, bien connus des entreprises exportatrices performantes, qui ont fait et continuent à faire leur preuve sans nuire à la dynamique du développement commercial ni aux relations instaurées avec les clients étrangers.

Ce *Guide de la gestion du risque client à l'international*, dont c'est la cinquième édition cette année, est justement conçu pour fournir les dernières informations sur les solutions. Il s'adresse avant tout aux dirigeants d'entreprises eux-mêmes, mais aussi à leurs équipes commerciales et celles des directions financières ou de l'administration des ventes.

Qu'il s'agisse de se doter en interne d'outils de veille sur les risques pays et les risques commerciaux, de verrouiller les contrats de ventes ou de trouver de bonnes sources d'information sur les prospects, d'obtenir les meilleures solutions en termes de sécurité de paiement de la part d'assureurs-crédits ou de banquiers, de comprendre les bases des montages financiers les plus efficaces à l'international, de bien suivre le recouvrement de ses factures – avec des modèles de lettres de relance en anglais – il est conçu pour être utile à tout entrepreneur confronté aux risques de la vente à l'international, mais qui veut gagner !

Lettre du 19/05/2016

### Côte d'Ivoire : derrière le succès de sa levée de fonds, des inquiétudes sur l'environnement des affaires

Pour Abidjan, c'est un succès incontestable. En récoltant des promesses de dons et de prêts de 15,4 millions de dollars auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, à Paris le 17 mai, Abidjan va pouvoir alimenter son plan national de développement pour la période 2016-2020, comportant 182 projets\*. « Bon... c'est un peu la planification à la soviétique, et il faudra voir ce qui sera effectivement financé, mais ce qui est intéressant, c'est l'appel important au secteur privé », relevait un fonctionnaire familier de la Côte d'Ivoire, en consultant le document distribué, intitulé « Cap sur l'émergence pour une croissance partagée »... Lire la suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

### Financements export/Bpifrance : la banque publique étoffe son réseau à l'international

Avec sa montée en puissance sur les financements export, la banque publique Bpifrance se dote progressivement d'un réseau de chargés d'affaires à l'étranger qui seront les relais pour ses clients. Un réseau modeste, mais qui devrait compter une quinzaine de personnes d'ici 2018, réparties dans les zones jugées commercialement porteuses pour les exportateurs français selon les propos tenus par Pedro Novo, nouveau directeur des financements export de la banque publique... Lire la suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

Lettre du 12/05/2016

### Aides à l'export / PME : les réformes qui ne vont pas assez loin, selon Alain Bentéjac

Il y a presque trois ans jour pour jour, Alain Bentéjac cosignait, avec Jacques Desponts, un rapport sur « l'évaluation des dispositifs de soutien à l'internationalisation de l'économie » destiné à faire des recommandations au ministre du Commerce extérieur de l'époque, Nicole Briçq, sur les réformes à mener pour réduire le millefeuille des organismes et supprimer les doublons. « L'idée maîtresse du rapport était la simplification et la rationalisation du système », rappelle celui qui fut élu, un an plus tard, président du comité national des Conseillers du commerce extérieur de la France (CNCCEF)... Lire la suite sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com)

**POUR  
CONTACTER  
LA RÉDACTION**  
**01 53 80 74 06**

**POUR VOUS ABONNER**  
**01 49 70 12 20**  
**abonnement@lemoci.com**  
**Toutes nos offres p. 53**

**POUR JOINDRE  
LE SERVICE  
PUBLICITÉ**  
**+33 (0)1 49 70 12 07**

## PLANÈTE

- 3** Mode d'emploi
- 6** • TTIP-TAFTA : un projet de traité bien mal engagé
- Vigie TAC ECONOMICS
  - Le Brésil entre incertitude politique et crise économique
  - La Côte d'Ivoire lève 15,4 milliards de dollars pour son deuxième plan de développement
  - Tableau de bord du commerce international
  - The good idea

## PAYS & MARCHÉS

### Agenda

- 32** Salons, missions et rencontres
- ### Appels d'offres & projets
- 52** Appels d'offres, projets industriels

## JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

- 62** Amérique latine : l'impact positif de l'Alliance du Pacifique sur l'environnement des affaires
- 64** Réglementation

## 18 DOSSIER TURQUIE UN MARCHÉ TOUJOURS APPRÉCIÉ DES INVESTISSEURS

- 22** Ces PME qui ont surmonté les écueils du business « alaturca »
- 26** Les secteurs porteurs :
- 30** Pratique
- immobilier commercial, cosmétiques, équipement médical...

## 34 GUIDE BUSINESS GHANA

- 34** Le défi énergie
- Le gaz, la clé pour éclairer les ménages et les entreprises
- 42** Entreprises
- Ces PME françaises qui réussissent au Ghana
- 45** Relations bilatérales
- 46** Développement
- 47** Trois questions à Patrick Prado, président de la section Ghana des CCEF
- 48** Secteurs Porteurs
- Biens de consommation, santé
- 50** Pratique
- L'AFD a adapté son modèle à la crise financière

## 54 DOSSIER LIBAN UNE ÉCONOMIE QUI DOIT S'AJUSTER À LA CRISE SYRIENNE

- 56** Trois questions à Christian Besse, président de la section Liban des CCEF
- 57** Les secteurs porteurs : Agroalimentaire, TIC, BTP...
- 60** Pratique

## LE MOCI

### ÉDITEUR Sedec SA

11 rue de Milan - 75 009 Paris - France  
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00  
www.lemoci.com

### Directeur de la publication

Vincent Lalou

### RÉDACTION

Rédactrice en chef : Christine Gilguy (31)  
Grand reporter : François Pargny (23)  
Ont collaboré à ce numéro : Venice Affre, Nicolas Cheviron, Burcin Gercek  
Maquette : Delphine Miot, rédactrice graphiste (37)

Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le +33 (0)1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.

### PUBLICITÉ

#### Directeur Commercial :

Philippe Chebanne (10)

#### Directeur de Clientèle Internationale :

Christophe Bonami (01)

#### Directrice Conseil et Développement :

Karine Rosset

+33 (0)4 91 28 60 26

#### Assistante commerciale et responsable technique :

Cindy Colle (14)

Fax de la publicité : +33 (0) 1 49 70 12 69

### MOCI EVENEMENTS

#### Chef de service sponsoring et événements :

Saskia Paulmier

+33 (0)1 49 70 12 73

### GESTION, ADMINISTRATION

#### Directrice générale adjointe :

Michèle Marcaillou

#### Directrice du marketing :

Victoria Irizar

#### Directeur de la fabrication :

Robin Loison

#### Webmaster :

Pierre Lalou

#### Comptabilité, gestion :

Évelyne Montecot (08), Valérie Perrin

#### Conception graphique :

amarena

#### Impression

Imprimerie de Champagne

Rue de l'Etoile de Langres

ZI Les Franchises - 52200 Langres

#### Commission paritaire.

Publication n° 0916 T 81051

ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution

L'adresse électronique des

collaborateurs permanents est :

prenom.nom@lemoci.com

Copyright : toute reproduction, même

partielle, des textes et documents parus

dans le présent numéro est soumise à

l'autorisation préalable de la rédaction

Magazine bimensuel.

Photos de couverture : Bilalazaddin-

F8tographer/Fotolia.com - F. Pargny

#### Abonnement 1 an (24 numéros +

Lettre confidentielle + accès web limité)

285,88 euros TTC.

#### La Vie du Rail ou Le Moci

#### Service abonnements

11 rue de Milan - 75440 Paris cedex 09

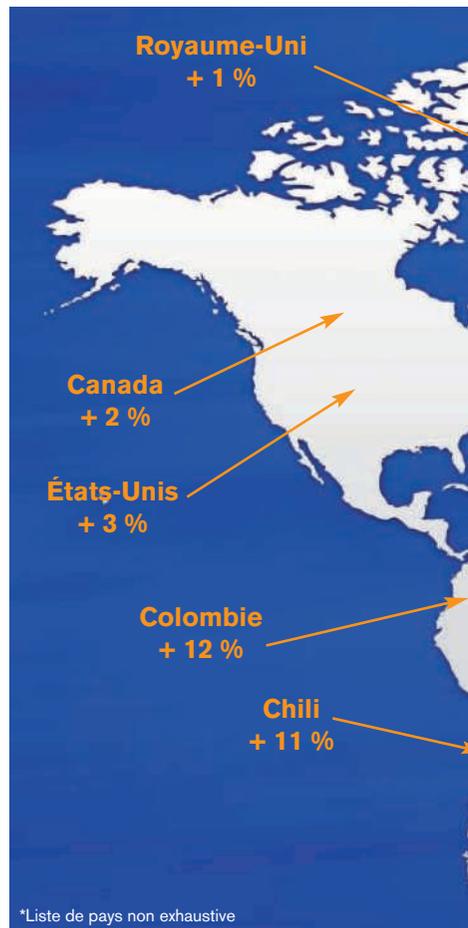
Tél. : 01 49 70 12 20

Tarif étranger : nous consulter

# Planète

## Rebond des défaillances d'entreprises dans le monde (Euler Hermes)

## Planisphère des pré



Après six années consécutives de baisse, les défaillances d'entreprises à travers le monde devraient augmenter de 2 % en 2016 ainsi qu'en 2017, d'après les dernières prévisions d'Euler Hermes, publiées le 2 mai.

Pour la première fois depuis 2009, l'assureur-crédit table sur une hausse des faillites cette année du fait d'une croissance économique atone, de turbulences accrues dans certains secteurs, en particulier les matières premières, et sous l'effet domino des défaillances de grandes entreprises.

Les défaillances d'entreprises devraient augmenter de 13 % en Asie-Pacifique en 2016 par rapport à 2015. En Chine, le nombre de faillites devrait croître de 20 % cette année (après + 24 % en 2015). Les défaillances devraient augmenter de 17 % à Taiwan et de 15 % à Singapour et Hong Kong. En Australie, où les matières premières représentent 68 % des exportations totales, les faillites pourraient progresser de 12 % en 2016, après une hausse de 22 % l'an dernier.

La dégradation sera encore plus prononcée en Amérique latine, qui reste engluée dans la récession. Dans cette

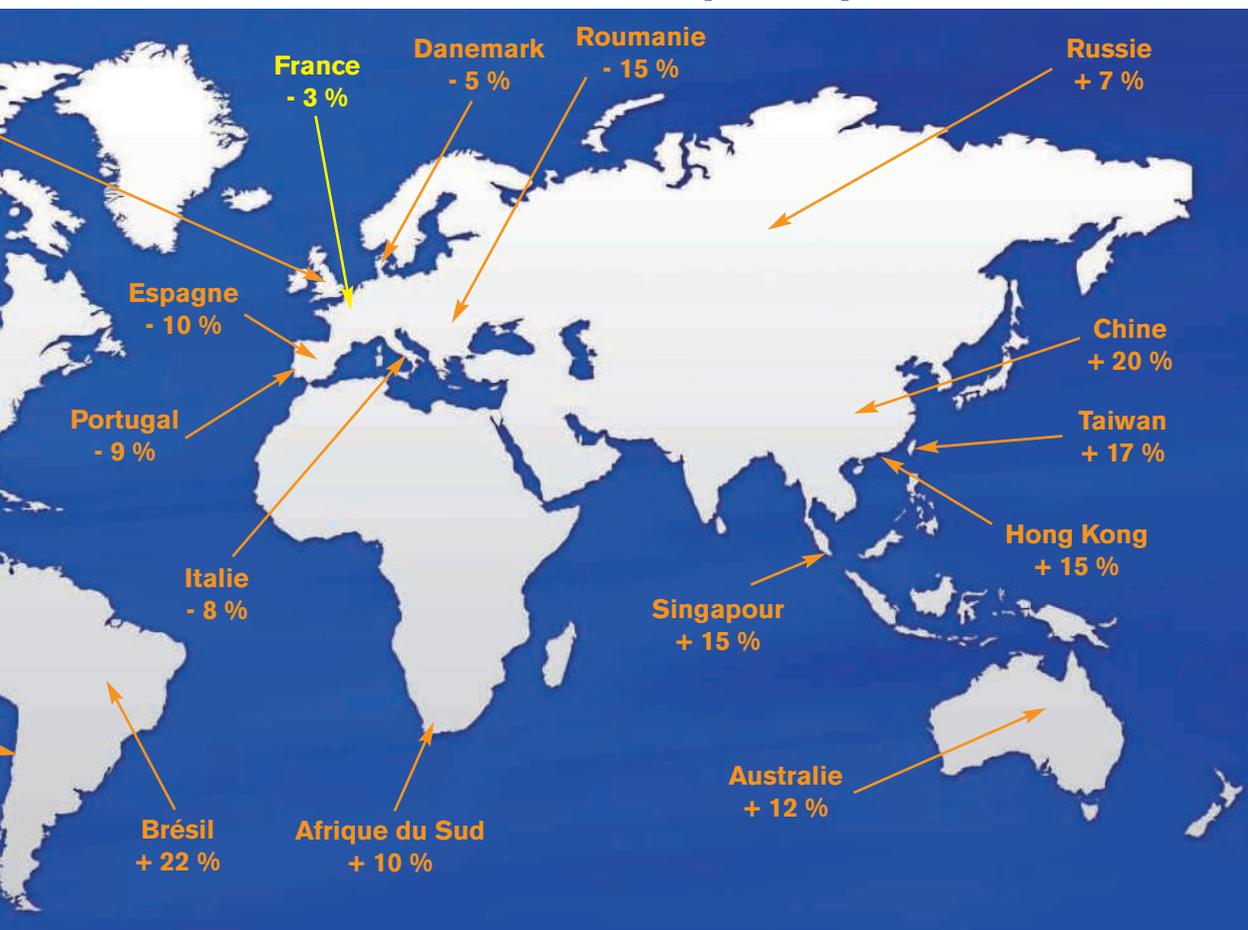
région, les défaillances devraient augmenter de 17 %. La situation au Brésil est la plus préoccupante, estime Euler Hermes. Les faillites devraient augmenter de 22 % cette année après une croissance de 25 % en 2015. En Colombie et au Chili, Euler Hermes anticipe des hausses respectives de 12 % et 11 %.

Les États-Unis ne seront pas non plus épargnés. Pour la première fois en six ans, les défaillances d'entreprises américaines devraient croître de 3 %, tirées par les secteurs de la métallurgie et de l'énergie, qui ont représenté la moitié des faillites des sociétés cotées en 2015.

*A contrario*, les défaillances d'entreprises devraient continuer à reculer rapidement en Espagne (- 10 % par rapport à 2015), en Irlande (- 10 %), au Portugal (- 9 %) et en Italie (- 8 %). En France, 2016 sera marquée par une première amélioration depuis 2010 avec une baisse annuelle de 3 % des défaillances. En Autriche (0 %) et en Allemagne (0 %), les défaillances devraient se stabiliser, tandis qu'au Royaume-Uni, elles devraient croître légèrement (+ 1 %).

Venice Affre

## visions des défaillances d'entreprises pour 2016



Source : Euler Hermes - Indice Global des Défaillances

## TTIP-TAFTA : un projet de traité bien mal engagé

**Après les scandales du « Luxleaks » ou des « Panama papers », la publication par l'ONG Greenpeace, le 2 mai, d'une série de documents confidentiels concernant l'état d'avancée des négociations du projet de partenariat transatlantique** (Transatlantic Trade and Investment Partnership TTIP ou TAFTA) entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis, fin avril, a complètement érudé les quelques progrès concrets obtenus lors du 13<sup>e</sup> round de négociation à New York, fin avril, et porté un coup supplémentaire à ce projet de traité, déjà peu populaire en Europe. Ces nouvelles révélations ont en effet confirmé à quel point ces pourparlers apparaissent peu avancés et déséquilibrés, à l'inverse des messages qu'ont voulu faire passer Barack Obama et Angela Merkel lors de leur rencontre à Hanovre, le 24 avril dernier. Selon les informations de presse, les documents donneraient le sentiment que les Européens sont plus impliqués dans ces pourparlers et ont, depuis leur lancement, mis le plus de propositions sur la table. Les Américains, eux, sembleraient moins enthousiastes, restant campés sur leurs positions notamment sur les volets marchés publics ou de la coopération réglementaire dans le secteur des services financiers. Et ils res-

tent muets sur la proposition de la Commission visant à remplacer le projet de système de règlement des différends investisseurs/État (ISDS) par arbitrage privé – d'abord envisagé – par une cour publique dotée d'un mécanisme d'appel, poussée par la France.

Greenpeace, elle, dénonce, entre autres, l'absence de référence, dans les textes, à la règle dites des « Exceptions générales », « qui permet aux États de réguler le commerce de manière à protéger la santé ou la vie humaine, animale et végétale ou à conserver les ressources naturelles épuisables ».

Idem pour la protection du climat et l'accord de Paris, ou le principe de précaution et une orientation servant principalement les intérêts des multinationales industrielles.

Sur son blog, la commissaire au Commerce a immédiatement tenté de minimiser l'impact de cette nouvelle affaire : « les gros titres alarmistes d'aujourd'hui sont une tempête dans un verre d'eau », écrivait Cecilia Malmström dès le 2 mai, indiquant que les documents publiés par Greenpeace ne reflétaient que les positions de négociation des parties, « rien de plus » et qu'« aucun accord commercial n'affaiblira notre protection des consommateurs, notre sécurité alimentaire ou notre protection de l'environne-

ment ». Même son de cloche à Washington : cet accord protégera « les consommateurs, les travailleurs et l'environnement. Ni l'UE ni les États-Unis n'accepteraient autre chose que cela » a assuré Trevor Kincaid, le porte-parole de la Représentation américaine au Commerce extérieur.

Une chose semble acquise : il n'y a plus aucune chance que la négociation aboutisse avant la fin du mandat du président américain, contrairement aux vœux de la Commission. Paris a durci le ton : le président François Hollande, a souligné le 3 mai qu'à ce stade des négociations, « la France dit non au traité de libre-échange atlantique », car « nous ne sommes pas pour le libre-échange sans règle ». En Allemagne, où l'opinion publique est la plus critique d'Europe (seuls 17 % de la population y seraient encore favorables) si contrairement à la France, le gouvernement a maintenu sa position officielle en faveur d'une conclusion rapide des négociations, certains membres du SPD – partenaire de la grande coalition dirigée par Angela Merkel – ont eux aussi menacé de faire capoter les pourparlers faute de fléchissements majeurs dans la position des États-Unis...

*Avec Kattalin Landaburu, à Bruxelles*

## TTIP-TAFTA : quelles avancées ?

Parmi les avancées concrètes mises en avant par l'exécutif européen concernant le 13<sup>e</sup> round des négociations du projet de TTIP (ou TAFTA), tenu à New-York fin avril, figure notamment la consolidation des textes sur les chapitres relatifs à la « coopération réglementaire » et aux « bonnes pratiques de régulation ». Le volet consacré aux PME, « le premier de ce type à figurer dans un accord commercial négocié par l'UE », selon Bruxelles, aurait lui aussi connu des avancées notables, les deux parties étant en passe de finaliser les pourparlers sur la simplification des procédures douanières. Les discussions pour supprimer à terme 97 % des droits de douane sur les produits échangés ont elles aussi progressé, selon Ignacio Garcia Bercero, le négociateur en chef européen. Plusieurs autres chapitres pourraient donner lieu à des textes

consolidés à l'issue du prochain cycle de négociations, prévu en juillet, dont ceux consacrés au développement durable ou à l'investissement.

Au cœur des discussions depuis le lancement des pourparlers, la coopération réglementaire dans les 9 secteurs identifiés\*\*, aurait elle aussi franchi un cap à New-York : les Européens ont déposé pour la première fois sur la table leur proposition dans le secteur pharmaceutique, dont l'objectif est de parvenir à des normes d'inspection uniques pour les laboratoires et d'éviter ainsi de doubler les procédures. Pour le volet consacré aux services, les textes seraient en voie de consolidation afin de garantir aux prestataires un meilleur accès aux marchés des deux blocs.

*K. L.*

# LA VIGIE TAC ECONOMICS

LES ALERTES RISQUES PAYS - MAI 2016

Ces analyses, exclusives pour *Le Moci*, sont tirées d'outils de datamining mis au point par la société TAC ECONOMICS pour détecter les changements à venir, positifs ou négatifs, de l'environnement économique et financier.

## Hausse des risques du « pétrole »

Comme chaque année, le rapport annuel sur l'indice de résilience des chaînes d'approvisionnement – ou supply chain – dans 130 pays de l'assureur dommages FM Global, réalisé par Oxford Metrica\*, réserve son lot de bonnes et mauvaises nouvelles concernant la capacité de certains pays à résister à des chocs divers. Mais pour 2016, la chute des prix du pétrole, qui a été un des faits économiques marquants de l'année 2015, fait des ravages. Ainsi, au moins quatre pays font les frais d'une trop forte exposition aux prix l'or noir en dégringolant du classement et en y affichant parmi les plus forts reculs de cette édition : le Cameroun (qui passe de la 89<sup>e</sup> à la 103<sup>e</sup> place), le Maroc (de la 76<sup>e</sup> à la 89<sup>e</sup>), la Colombie (de la 110<sup>e</sup> à la 119<sup>e</sup>). « Ce recul s'explique notamment par la baisse de leur résilience face aux chocs pétroliers » explique FM Global dans un communiqué. Des pays producteurs ont été affectés mais affichent de moins forts reculs : l'Arabie Saoudite (qui perd 8 places pour se situer au 55<sup>e</sup> rang), l'Algérie (- 7 places à la 123<sup>e</sup>), le Qatar (- 7 places au 14<sup>e</sup> rang), la Russie (- 7 place, au 75<sup>e</sup> rang), le Nigeria (- 4 places au 116<sup>e</sup>) ou encore les Emirats arabes unis (- 2 places au 31<sup>e</sup> rang). Certains s'en sortent plutôt bien en ayant développé d'autres facteurs de résistance : le Kazakhstan, par exemple, qui progresse même de la 102<sup>e</sup> à la 71<sup>e</sup> place du classement. A l'inverse, parmi les pays qui ont bien progressé dans le classement en réduisant leur trop forte exposition aux fluctuations des cours du brut, devenant ainsi plus attractifs, l'Arménie (52<sup>e</sup>) et le Malawi (84<sup>e</sup>) enregistrent deux des plus fortes progressions avec respectivement + 31 et + 27 places. Cette progression est due, selon FM Global, au fait que « leur consommation de pétrole a baissé, ce qui réduit leur exposition aux fluctuations du marché pétrolier ».

La France se situe au 19<sup>e</sup> rang, alors que le podium est constitué par la Suisse, n° 1 cette année, suivie de la Norvège, 2<sup>e</sup> et l'Irlande, 3<sup>e</sup>, juste devant l'Allemagne, 4<sup>e</sup>. C.G

\*La note globale de chaque pays, qui détermine son classement final, est calculée sur la base de neuf vecteurs distincts, considérés comme les indicateurs les plus pertinents en termes de résilience des entreprises, en cas d'interruption de leur chaîne d'approvisionnement : exposition aux risques naturels ; qualité de la gestion des risques naturels ; qualité de la gestion du risque incendie ; PIB par habitant ; risque politique ; intensité pétrolière ; lutte contre la corruption ; infrastructures ; fiabilité des fournisseurs locaux. Ces neuf vecteurs sont regroupés en trois facteurs clés de résilience : économie, qualité du risque et chaîne d'approvisionnement. Plus de détails sur [www.lemoci.com](http://www.lemoci.com), mot clé : Risques supply chain 2016



### POLOGNE

Les perspectives sont favorables en 2016 avec une croissance proche de 3,5 %, tirée par la consommation des ménages et une confiance solide des entreprises. Le ralentissement dans les pays émergents sera compensé par une croissance modérée en zone euro. Les comptes extérieurs sont quasi équilibrés avec un déficit courant financé par les fonds structurels européens et les IDE. Des risques de tensions demeurent sur le change et la liquidité en raison de la hausse du risque politique.



### MEXIQUE

Le risque économique et financier a enregistré une nette amélioration depuis 2013 avec une accélération de la croissance (2,5 % en 2016) portée par une consommation domestique robuste et un marché américain dynamique, malgré la baisse des prix du pétrole. Le processus de privatisation du secteur de l'énergie devrait favoriser les investissements. Toutefois, le pays reste vulnérable aux troubles sociaux (scandales de corruption touchant la présidence Nieto) et pressions sur le change.



### PANAMA

Le pays enregistre une croissance élevée (vers 6,0 % en 2016), tirée par la forte hausse des activités financières et de services, et par une consommation robuste des ménages. Les investissements massifs dans l'expansion du Canal devraient accroître les activités de logistique et commerciales à court-moyen terme. Le déficit courant bien qu'important est largement financé par les IDE. L'impact réputationnel lié aux *Panama Papers* imposera des efforts de transparence et de coopération.



### MALAISIE

L'activité devrait continuer à ralentir en 2016 (faiblesse du prix des hydrocarbures et ralentissement de la demande chinoise, efforts fiscaux attendus) malgré une demande intérieure soutenue. La dette publique atteint un niveau élevé. La devise va continuer à subir des pressions baissières compte tenu d'un environnement financier volatil. Enfin, des soupçons de corruption et de mauvaise gestion liés au fonds d'investissement public 1MDB fragilisent le premier ministre depuis juillet 2015.



### ÉMIRATS ARABES UNIS

La baisse des prix du pétrole a entraîné un ralentissement de l'activité autour de 3,5 % en 2015 contre 4,5 % en 2014 (chute des transactions immobilières, baisse des échanges commerciaux) et a favorisé l'apparition d'un déficit public important. Compte tenu de la baisse des recettes fiscales, les grands projets (publics ou privés) rencontrent des difficultés et devraient enregistrer des délais de mise en œuvre.



### NIGERIA

Les prix faibles du pétrole ont un impact négatif sur l'activité, les finances publiques et les comptes externes. Le pays connaît une inflation élevée (autour de 13 %) ainsi qu'un ralentissement du crédit, malgré le desserrement de la politique monétaire. Enfin, on ne peut exclure de nouvelles dépréciations du change (surévaluation de plus de 40 % vis-à-vis des principaux concurrents) dans un contexte de relèvement des taux américains et de tensions sociales, notamment si le nouveau gouvernement tardait à mettre en œuvre les réformes promises.

